

Colombie et criminalisation des mouvements sociaux

En Colombie aujourd'hui, quand la population sort dans la rue pour protester, contre une réforme des impôts qui va peser sur les plus faibles et la classe moyenne, mais aussi contre la gestion de la pandémie, ou les assassinats récurrents des leaders de mouvements sociaux, les médias et les pouvoirs parlent de vandalisme et glapissent qu'il faut rétablir l'ordre. Les pouvoirs publics autorisent la police à tirer sur les gens, à les poursuivre chez eux, à faire disparaître de nombreuses personnes (Plus de cinq cents pour les dernières estimations).

La violence de la répression est choquante, pas pour tout le monde cependant puisque dans le pays, mais aussi en France, en Europe, il n'y a pratiquement pas d'information sur ce qui se passe, ou alors il est question d'abus de la police, qualification qui ne correspond pas au projet apparemment très clair du pouvoir d'Ivan Duque. Et là, nous ressentons un sentiment de déjà vu : en France, il est fréquent que les médias retracent les protestations du bout du lèvres ou en ne les envisageant que sous l'angle des violences qui s'y produisent. Autre point commun : si dans les médias français on n'entend plus beaucoup le terme « mouvement social », il est courant que des personnes « autorisées » parlent de « violence », de « vandalisme », de « casseurs », formulations identiques à celles des médias colombiens lorsqu'ils parlent de ce qui est en train de se passer.

Difficile, vu de France, lorsqu'on arrive à avoir des informations, de ne pas faire de rapprochements entre les traitement médiatique et policier des événements colombiens, et celui du mouvement des Gilets jaunes, par exemple

Est-ce un effet de la globalisation ?

Les événements de Colombie, peuvent-ils se comparer à ce qui se passe en Europe ? Y a-t-il une différence de gravité et de contexte qui rende la comparaison déplacée, obscène ?

Ou sommes nous en présence d'une offensive globale de criminalisation des mouvements sociaux ? Le constater peut-il déboucher sur autre chose que des banalités : presque tous les pouvoirs actuels gouvernent malgré leurs peuples et

s'inspirent donc les uns les autres puisqu'ils sont obligés, à des degrés plus ou moins élevés, d'employer la force.

Ce genre de constatation n'est pas nécessaire. Par contre, essayer de voir si quelque chose circule et comment pourrait être utile. Savoir que la France est le septième pays à vendre de des armes à la Colombie est intéressant, mais pas suffisant. Découvrir avec horreur qu'un néonazi chilien a détourné le concept de révolution moléculaire de Guattari pour criminaliser les mouvements en Amérique latine, et qu'Uribe, l'ancien président Colombien, s'est jeté là dessus comme la misère sur le monde, non plus. Penser que Cali, une des villes les plus réprimées, a une très importante population afrocolombienne n'est pas anodin. C'est l'articulation ou non articulation qui doit être pensée, ce qui nous oblige à penser la colonialité dans ses déploiements concrets.